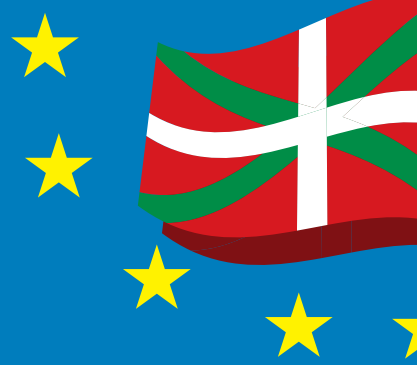


LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !



N°128 - Novembre 2008ko Azaroa

MENSUEL : 2 €

" La décentralisation est nécessaire "

J. Grenet

Les Amazigh
p. 6

La crise
p. 15

Transfrontalier
p. 16

Jean Grenet
p. 19-20



© Mairie de Bayonne

www.eaj-pnb.eu



L'eurocité Baiona-Donosti grandit

L'euro-cité Baiona-Donosti sera-t-elle relancée ?

Jean Grenet, maire de Bayonne et président de la Communauté d'Agglomération l'assure : « nous avons un destin commun. Notre volonté est d'avancer concrètement pour le devenir commun de Baiona-Donosti ». L'heure de l'action aurait sonné. Inutile de traiter trop de thèmes. Il faut aller à l'essentiel et approfondir deux dossiers majeurs à cette vaste conurbation basco-européenne : les déplacements et le développement durable.

Mieux se déplacer pour créer un espace de vie commun entre effectivement dans la problématique de rapprochement des populations voisines. La question du développement durable est moins lisible mais elle concerne sans doute en pratique de nombreux projets convergents pour une économie d'échelle compréhensible.

Même si M. Grenet se sent chez lui à St Sébastien, la réalité est bien souvent au mieux celle d'un destin partagé par une frange de la population urbaine aux intérêts similaires. Favoriser le déplacement est un premier pas, encore faut-il que les habitants de la conurbation puissent échanger et dialoguer, d'où l'importance de la question linguistique. M. Grenet a réduit cette problématique à l'euskara en affirmant que cette

question était de la compétence de l'Office Public de la Langue basque. M. Olano, député général EAJ-PNB du Gipuzkoa est évidemment prêt à agir en la matière. Renforcer les séjours linguistiques entre établissements scolaires de la conurbation serait une mesure concrète en cette période où l'action devient prioritaire.

Renforcement de l'eurocité

L'eurocité Baiona-Donosti se développe. Elle cessera d'être « une zone gruyère » pour devenir une entité qui regroupe la quasi-totalité des acteurs institutionnels. La ville de St Sébastien-Donostia l'intégrera rapidement, en attendant

moyennes européennes. Cela est particulièrement important en ces temps de restrictions financières ».

Les abertzale ont-ils été visionnaires ?

Les mentalités évoluent chez les responsables politiques. M. Grenet se dit « pragmatique et non dogmatique ». Il se souvient de son père, l'initiateur de cette démarche avec M. Elie Galdos, président EAJ-PNB du Gipuzkoa, dans les années 90. Mais les préoccupations de M. Henri Grenet concernaient surtout « les questions d'infrastructures, la réalisation de l'autoroute, Pau-Bayonne, la construction d'un pont au-dessus de la Nive ». Aujourd'hui, « l'époque nous amène à travailler ensemble ». La confiance acquise par le respect mutuel est un capital précieux de cette expérience. Il permettra espérons-le de rendre concrète cette coopération. Les dirigeants du Pays basque sud ne créent pas de hiérarchie dans leur relation. Les territoires ne sont ni supérieurs, ni inférieurs. Ils sont complémentaires et concurrentiels à la fois. Le sentiment d'infériorité perceptible en Pays basque nord fait souvent percevoir la concurrence, voire l'invasion, avant la complémentarité et les atouts spécifiques. Espérons que cette nouvelle période qui commence balaie les derniers préjugés qui sont autant d'entraves à un destin commun.

Markel Olano et Jean Grenet relanceront-ils l'Eurocité ?



les intercommunalités du Sud-Pays basque et d'Oarsoaldea. Ce renforcement permettra selon M. Olano « d'être plus compétitif pour obtenir des fonds européens destinés aux villes



Agustin Arostegi : " Donostia eta Baionaren arteko mugikortasun bermatua "

Gipuzkoako Foru Aldundiaren Mugazgandiko agentziaren zuzendariak atzoko balantzeaz eta biharko xede nagusiaz mintzo da.

Ikerketa asko ekintza gutti hala laburbilduz Euskal Eurohiriaz dugun irudi orokorra. Zer diozu hortaz ?

Egia da urteetan zehar azterketa asko egin direla, izan ere konurbazio bat hiri bilakatzeko nahitaezkoa dugu planifikazioa. Arazoa da planifikazioaren ondoren ekintzen ordua datorrela eta horiek egiten ez direnean, planak bere zentzu osoa galtzen duela. Dena den, ekintza horiek aurrera eramateko hiru gauza behar dira: lehenengoa gogoia da, gogo politikoa, alegia. Kasu honetan, bi aldeetako gogo bateratua. Eta hori ez da beti horrela izan.

Behar den bigarren gauza eskuduntzak dira, edo beste modu batean esanda, gauzak egiteko ahalmena, eta Gipuzkoako Foru Aldundia eta CABABen artean desoreka handia dago arlo honetan. Horregatik, hainbat egitasmo aurrera eraman ahal izateko beste erakundeen lankidetzeta (Departamentua, Eskualdea, estatua, edo eragile pribatuak, hala nola SNCF, RENFE eta bar luze bat...) beharrezkoa zen eta egoera horrek gauzak korapilatu egiten zituen. Eta behar den hirugarren gauza eskuzabaltasuna da, protagonistak bi baitira, eta besteak ni baino etekin handiago aterat-

zeko beldurrik ez izatea ezinbestekoa da. Uste dut orain hiru baldintza horiek betetzen hasiak garela. **Eraginkortasuna da datorren bi urteren nora-bidea. Bi urteren buruan ze obratua izan behar da pozik izaiteko ?**

Garraio publikoak bermaturiko Donostia eta Baionaren arteko mugikortasuna. Ez dakit tren edo autobusa behar duen izan, eta ez da beharrezkoa trenbide berri bat, ez eta autobus-linea berri bat ere. Gaur egun ditugun baliabideak behar den bezala koordinatuz, hasiko ginatke mugikortasun hori sustatzen.



La crise et nous

Qu'advient-il des départements si la réforme d'Edouard Balladur voit le jour ? Mettra-t-on fin à l'institution républicaine de base, socle du centralisme jacobin que seules les réformes de Defferre et Raffarin avaient tempérée ? La question semble anodine en ces temps de crise mais elle montre bien comment les choses se font en France. Une commission de « grands » élus proches du pouvoir qui décident, de la seule autorité de leur expérience et de leur passé, de l'avenir de leur concitoyens. Y'a-t-il eu la moindre concertation de la part d'Edouard Balladur, originaire pourtant d'un empire multi-ethnique, l'empire Ottoman, où l'on se concertait avant d'agir et où se côtoyaient non seulement Turcs, mais aussi Grecs, Arméniens, Juifs et Kurdes.

Voilà pour la méthode.

Pour le fond, ce n'est pas tant l'échelon qui pose problème que les pouvoirs qui y sont attachés. Peu importe si c'est le département ou la région qui sont remplacés par l'intercommunalité, du moment que l'une de ces strates obtient plus d'autonomie. On le voit le besoin de plus d'intercommunalité se fait jour en Pays basque. L'euro-région Bayonne-Saint Sébastien qui cherche un nouveau départ. Mais pour quel but ? Avec quelle compétence ? Le Pays basque a besoin de plus de pouvoirs. Cela signifie plus de capacité à décider seul. Et pour décider seul, il faut être émancipé. Ce qui est valable pour un être humain l'est pour une collectivité. Comment réaliser ses projets si on doit sans cesse quémander l'argent aux autres ? À l'État notamment. Le Pays basque est désormais majeur, son personnel politique est au moins aussi compétent que les officines parisiennes proches de Bercy, qui théoriquement ne se trompent jamais, mais qui depuis un mois s'affolent autour de la Bourse, tentant en vain d'éviter la panique des marchés et de l'économie !

Au Sud, que fait Euskadi dans la tourmente qui nous arrive droit dessus ? Euskadi ne se lamente pas, Euskadi ne se plaint pas, Euskadi ne condamne pas avec une morale hypocrite et facile ceux qui ont été plus que légers dans l'affaire des subprimes américains. Euskadi demande à Madrid de respecter la loi et va obtenir, grâce au travail des parlementaires du PNB à Madrid et du président du PNB Iñigo Urkullu, le transfert de compétences qui lui reviennent, pour un total de 126 millions d'euros, notamment sur l'innovation et la recherche (86, 8 millions). Sans oublier Juan Jose Ibarretxe, économiste hors pair, qui prépare son pays à affronter la crise. Patxi Lopez, son rival socialiste, première victime collatérale de la crise, aura du mal à passer de son rôle de tribun à celui d'expert économique crédible.

Quant à l'Est, le Béarn pour ne pas le nommer, il survit malgré les attaques agressives et inutiles de David Habib député-maire de Moux qui craint, en résumé, « après la disparition du gaz de Lacq, le déferlement massif des Basques dans sa région ». Un relent populiste bien maladroit dans notre époque si proche de la crise de 1929 qui connut les conséquences funestes que l'on sait. Un peu de retenue et de relecture du passé ne ferait pas de mal à monsieur Habib. A trop vouloir faire un bon mot, on déchaîne sans le vouloir les pires haines et les pires dérives. On a besoin de solidarité, pas de fanfaronnades de mauvais goût.





Exit le Modem, voici Le chiffon rouge d'Habib Forces 64 !

Jusqu'à il y a peu, les Conseillers généraux du Pays basque et du Béarn se partageaient en 3 groupes : les élus de gauche (26), ceux de l'UDF-Modem et apparentés (19) et ceux de l'UMP (6) et un non-inscrit. Désormais le groupe UDF n'existe plus et c'est FORCES 64 qui prend le relais. C'est, pour son chef de file Jean Jacques Lasserre, une façon de reconnaître les différentes sensibilités de son groupe qui ne se reconnaissaient pas forcément dans l'étiquette exclusive du parti de François Bayrou : c'est peut-être le cas de Monique Larran-Lange (ex-PS), d'Alain Iriart (abertzale de gauche) et sans doute même de Beñat Inchauspe (centriste basque).

C'est aussi l'occasion pour l'ancien président du Conseil général d'être plus libre de ses mouvements par rapport à la stratégie de la direction du Modem, qui semblerait aller vers l'affrontement avec l'UMP. Un affrontement qui ne doit surtout pas avoir lieu dans le département 64, si Jean Jacques Lasserre veut espérer reconquérir le siège de président dans 3 ans, lors du renouvellement d'une partie des conseillers généraux...

L'écueil du Nouveau centre

Mais les écueils risquent d'être nombreux malgré la volonté d'unité affichée par FORCES 64. Et c'est la politique parisienne qui une fois de plus intervient dans la marche locale avec l'offensive de l'UMP et de ses alliés visant à affaiblir François Bayrou dans son fief béarnais.

La première traduction n'a pas tardé avec le passage d'un conseiller général UDF vers le Nouveau centre, le parti concurrent du MODEM et qui rassemble les anciens UDF soutenant le gouvernement Sarkozy. Charles Pélanne a beau minimiser son adhésion au NC, elle est pourtant symbolique à plus d'un titre. C'est le premier élu d'importance en Béarn qui rejoint le parti d'Hervé Morin. Et son exemple pourrait faire des émules chez des élus centristes très attentistes jusqu'à présent et qui ne voyaient pas forcément d'un bon œil l'évolution du MODEM vers la gauche...

Le chiffon rouge d'Habib

On sait que les « grands élus » béarnais sont convaincus de la nécessité de conserver un seul département réunissant basques et béarnais. Ce qui ne les empêche pas parfois de « tacler » allégrement leurs voisins. En son temps, André Labarrère (feu - le maire de Pau) excellait dans l'exercice et il semble qu'il ait trouvé un digne successeur en la personne de David Habib, député de la circonscription d'Orthez-Mourenx. Constatant que le dernier salon du livre d'Orthez attirait de nombreux éditeurs basques, un adjoint socialiste lançait en riant « ils arriveront peut-être à Mourenx ». Et très tranquillement, David Habib a repris au bond la blague de son collègue en disant : « *c'est une perspective aussi inquiétante pour Mourenx que l'épuisement du gisement de gaz* ». Une blague de potache qui prêterait à sourire, si elle n'avait pas été prononcée devant un parterre d'élus, d'éditeurs et le tout nouveau préfet du département, Philippe Rey... Pour sa prochaine sortie officielle, nous lui suggérons bien humblement une autre idée à lancer entre le fromage et le dessert : « *Le Pays basque c'est bien. C'est dommage qu'il y ait des Basques dedans...* ».

Nouvelle tête à l'OPLB

C'est Estebe Eyherabide qui sera le nouveau directeur de l'office public de la langue basque. Il prend la suite de Jean Claude Iriart qui fut le premier directeur de l'institution publique et qui a rejoint les services du Conseil général à Baiona.

Bertsu txapelketa

Pour la première fois, un championnat de bertsolari des 3 provinces du Pays basque nord a été mis en place à l'initiative de l'association Bertsolarien lagunak qui réunit plus de 150 membres. Ce n'est pas par hasard si elle voit le jour aujourd'hui. Grâce à l'association, aux écoles de bertsu et à l'initiation dans les ikastola, le nombre d'improvisateurs est reparti à la hausse après une éclipse de quelques années. Les tenants de la tradition étaient aussi là pour maintenir la flamme, à l'image des Ernest Alkhat, Fermin Mihura ou encore Mixel Aire. Ce dernier reprend d'ailleurs du service puisqu'il participe à ce premier concours d'Iparralde au côté de 15 jeunes pousses, dont 3 filles : Amets

Arzallus, Maddalen Arzallus, Xan Alkhat, Gillen Hiribarren, Xumai Murua, Mizel Mateo, Kristiñe Txoperena, Sustrai Colina, Patxi Iriart, Karlos Aizpurua, Ekhi Erremundegi, Eneritz Zabaleta, Egoitz Zelaia, Odei Barroso et Miren Artetxe.

Si vous voulez découvrir ces joutes en euskara, rendez-vous pour les finales le 15 novembre à 17h au jai alai de Donibane Lohitzune (réservations : 05.59.54.07.86).

Agur Molères jauna

Après 22 années au service du diocèse de Bayonne, Mgr Pierre Molères goûtera à une semi-retraite bien méritée chez lui dans les Landes. La tâche sera difficile pour son successeur qui vient d'être nommé par le Vatican, Mgr Marc Aillet. Car Mgr Molères laissera l'image d'un homme de bon sens et très proche de ses paroissiens. N'a-t-il pas appris l'euskara, pour être encore plus en communion avec eux ? Certains paroissiens demandaient d'ailleurs au Saint siège que son successeur soit également bascophone.

Mgr Aillet qui arrivera à Baiona le 30 novembre n'est pas connu en Pays basque, où il n'a jamais eu de paroisse en charge. Jeune (51 ans), il était, jusqu'à cette nomination, en fonction dans le diocèse de Fréjus-Toulon dans le Var en tant que vicaire général.

Le porc basque au Japon

Pierre Oteiza peut être content. Non seulement il a réussi à sauver (et à relancer) la race du porc basque mais il vient aussi de s'ouvrir un nouveau marché prometteur : le Japon. Pourtant arriver à obtenir le précieux sésame qui ouvre les portes du marché nippon n'est pas chose facile. Mais le charcutier de la vallée des Aldudes a réussi à l'obtenir après deux ans d'efforts.

Du coup les journées portes ouvertes de la vallée des Aldudes ont été l'occasion de fêter cette nouvelle en faisant appel à des cordons bleus... japonais. Fujiwara Yasuhisa, Masayuki Yamada et Kayoto Saida ont donc accommodé le porc basque selon les canons de la cuisine japonaise et européenne puisqu'ils oeuvrent tous les trois dans des restaurants de la côte basque.



Iratzeder (1920-2008)

Belokeko Anaidian 84 urteetan zendu da Xabier Diharce, Iratzederrez izenaz ezagutua. Donibane Lohitzunen sortua 1920an, 1941n fraidetu zen Beloken. Lapurdi kostako euskara ederra zerabilan bere olerkietan 1962n.

Euskaltzaindian hartua izan zen eta 15 urtez (1972-1987) Belokeko Abade izan da. Afrikan ere, « Benin » herrian egon zen beste etxe bat muntatu baitzuten han Beneditanok. Bere ehorzketetan mundu bat bazen zazpi probintziatarik etoria, beneditanoak auzo herrietarik ere (Tarbes, Akize, Lazkao ta Estibalitz bezala) eta Afrikatik. Euskaltzaindia handizki ordezkaturia zen : Andres Barutia, Haritschelhar, Kintana, Arejita, Lizundia, Xarritton, E.Larre...

Olerkari, Jainkozale eta abertzale bezala ezagutua zen Iratzeder.

Gazte gazterik bilakatu zen abertzale, bere lehen olerkietan erakusten duen bezala. Eskuara, bereziki maite zuen

« Eskuara, oi eskuara ! Zutan da gorderik Mendez mende egoki Eskualdun gogoa, Ez baitzaioke hurbil kanpoko gezurrak » (2-6-41)

Etzekoak ere (anai arrebak eta ama) aipatzen ditu bere bersoetan. 1938n Aberri Egunez idatzi olerki baten azpian dio

« Espainiako gerlarik ez balitz izan, Donibane Lohitzunen egin gogo zuten (aurten) Aberri Eguna ». Gemikari ere idatziko dizkio bertsu sakonak 36ko gerlak Euzkadin egin desmasiak ere asko inharrosi zuten : Zorigaitzeko Euzkadi – Arbasoen Deia edo Basari bertsulariari idatzi bertseuk erakusten duen bezala :

« Basari nundik daukazu hats hori ? Baina ez ote zaizkitzu, gerlan hil Eskualdunari joan azken hatsak, zuri etorri ? » (18-9-38)

Maitasuna nagusi halere Iratzeder-en olerkietan (familia, etxea, sort herria edo Aberria aipatzean) bai eta ximple ximplea abertzalearen akidura ere gazte zelarik :

« ibili naiz bidez bide baina dena su dena kar trufak nausi daude niri haztu zait kar hori Bai eta bertze askori

Euskaltzale bezenbat kasko gogor baikaude Noiz izanen zirade bat ? » (8-33)

Denbora berean (36-39) bere apez bokazioa, jaunaren maitasuna, agertzen du beste asko olerkietan (Menditto, Nerekin, Zato nere gogora eta abar) sekula ahantzi gabe bere familia : begi urdin eta begi beltz bere arrebak, bere anaia Marcel... 1940n gerla hastean galduko bere anaia bere abertzalegoa piztu zion anai maitea.

Zuk dautazu Herria hola maitarazi
Zure gogotik, zure Karretik datortzi
Nere amets zabalak, pertsulari Karra
Hiltzekotan hiltze hau zinuen merezi.
Herriaren zaintzala, etsaien begira
(19-7-40)

« Pindar eta laro » (1920-1941) bere lehen olerki liburutik ateraiak dira hemen eman bertseuk. Baina erran daiteke bere bizi guzian sakonduko dituen gaiak hor direla. Gai hoieri gehitu behar zaizkie eguneroko gertakariak gogoetara ekartzen dizkioten ideei eta sentimenduak.

Hunen ondotik izango da « Zeru mendetik » (1941-1946) deitu olerki andana Belokeko eguneroko bizia ageri da hor baina familia eta herria beti gogoan eta beti aipatzen, Euskal Herria gero ta gehiago ezagutzen (Aralar Intzola ta abar) jainkoaren bila egin duen bidea ere ongi erakusten du :

« Ez naiz gehiago Ez naiz ere « ni » Oro nitzazu eskaini Behingoz nago Zure zurea Zeruetako maitea Zu naiz betiko Guzi guzia Zu zaitut nere bizia »



© Euskal Kultur Erakundea - Collection privée

Euskaldungoan tirria beti hor du haatik.

« Zatozte kantuz, zatozte bozik, ekar zuen su guzia Hor, denak anai, aurki dezagun nihun ez daiten loria eta toki hau deituko dute : eskualdun zeru mendia ! »

Ondoko liburua izango da « Uhaineri nausi » (1958-1971) baina artean 1960-1965 Iratzederrek Gabriel Lertxundi Ziburutararekin parte hartuko du euskal liturgiaren euskaraz ezartzen, bereziki Salmoak Kantikak deitu liburu famatua aterako dute biek algarrekin, Iparraldeko Eliza guzietan baliatzen dena. Denbora hortan bere bidea jarraitzen du Beloken eta tristura handiz ikusten euskararen gibelkada Iparraldean eta Euskal Herri osoan ere. Bai eta Beloken bertan :

Hori dut beraz, jauna, nere kurutzeta : Belokeren erdaltzea. (1968)

Ateak irekita izan ditu beti Belokek, bai Alemanen denboran, bai euskal errefuxiatueri ongi etorri egitean. Baina denborak aldatu dira eta errefuxiatuekin egin elgar hizketak erakusten dute :

Migel Mari, Migel Mari, Argi bila joateko, Zertako hil, zertako barneko argi hori ?

Aitzura eskuan bazauden gaineri beha : Biderik hoberena ez den Marxen bidea Zertako hil zertako Barneko argi hori ?

Parise duzue gogoan beti Parise Lezotik ama otoitzean Migel Mari, Migel Mari...

Baina abertzalegoari beti fidel egonen da Iratzeder eta gertakariak aipatuko ditu bere bertseuetan.

Ondarroatik Baionaraino irrintzaren luzea Aipatu dute Burgoko jaunak euskal gazte bat hiltzea. Eskualdunentzat gau huntan ezta deus mendi eta deus muga : otoitz indarka zaintzen baitugu Denek Arrizabalaga (10/69)

Goizik ohartua zen Iratzeder Euskal Herriko lurraldeen zatiketa gerta zaitekela azkatasuna etortzean eta 1957an hau erraiten zuen :

Eup ! Eskualtzaleak, altxa burua Erdal espantaka utziz mundua Gainez gain elgarri eman eskua Pitz dezagun berriz elgarren sua

Ez dabila izan gure galgarri, Lokarri gabeko bi Eskual Herri Har elgarren ganik bai su, bai neurri Jos, eskual indarka, denak elgarri

(Goiz Argi liburuxoan)

Beste anitz idazki eta liburu egin ditu Iratzeder, hoien zerrenda eder bat dago « Biziazen Gudaldia » (1997) deitu azken liburuan. Hor ikusten da bati atxiki duela esperantza bere Euskal Herri maitearendako eta pazientzia predikatzen digula geroko.

Bide luze luzea gaua bezain luzea Bide luze luzea algarretaraztea Baina gaua baitoa huna goiz argia Gurea da geroa gora Euskal Herria Zenbat bide munduan bakotzak berea ordu da gaur Herrian denak bat egitea !

Argian hola izan dabila Iratzeder olerkari maitea ! Ez zaitugu ahantziko.

Ramuntxo Kanblong



Les Amazigh

Invités à la faveur du congrès des nations européennes sans Etat, l'un des principaux délégués amazigh, Ahmed Adhghirni, Secrétaire Général du Parti Démocratique Amazighe Marocain, a bien voulu répondre aux questions de LEMA sur leur peuple si proche et si peu connu.

Comment s'appelle réellement votre peuple, Berbère, Kabyle ou Amazigh ?

Il se nomme « Amazigh ». Le nom Berbère vient de l'époque coloniale, une dérive de Barbare. Kabyle est une composante du peuple amazigh, surtout en Algérie.

zigh, chacun parle arabe mais est d'ethnie amazigh. A peine 2% ne parle que l'arabe littéraire, tandis que langue marocaine a emprunté près de la moitié de son vocabulaire à l'amazigh. Savez-vous que le couscous est amazigh et non arabe ? La preuve ? Le couscous n'existe pas en Arabie, en Egypte ou en Syrie...

ou en Libye, il n'y a strictement aucun droit, au Maroc et en Algérie, on assiste à des timides signes d'ouverture.

Ahmed Adhghirni



Les peuples Amazigh

Quelles sont vos revendications ?

L'essentiel de notre revendication est fondée sur la reconnaissance de notre langue, de notre culture. Nous souhaitons faire reconnaître notre identité dans la Constitution des États où vivent les Amazigh.

Nous désirons fortement voir l'enseignement de la langue amazigh généralisé et l'utilisation dans les media et les affaires publiques normalisée.

D'autre part, nous soutenons les revendications économiques et sociales de notre peuple et notamment les droits historiques des peuples à disposer des richesses de leur pays.

Pour la structure politique que nous souhaitons pour les Amazigh, nous basons notre démarche sur l'autonomie, le fédéralisme et les droits civils. Les États où se trouvent les Amazigh sont membres de l'ONU qui reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le cadre du fédéralisme.

Que peut vous apporter ce genre de rencontres comme celles de Corti ?

Pour la première fois dans l'histoire des Amazigh, nous avons acquis une positionnement sur notre peuple de la part d'un groupe politique européen. C'est le début de la reconnaissance au niveau de l'Union Européenne. Ce groupe politique européen a débattu de notre question. Avant nous avions des relations avec des groupes culturels ou bien des liens de coopération avec des rencontres sur des subventions et des fonds européens. Nous espérons avec cette expérience de Corti ouvrir des voies politiques nouvelles et de prise de conscience politique. Comment nous pourrions faire fructifier ces rencontres, ce "réveil" des partis politiques de la région ? Désormais ils seront confrontés à des Européens qui connaissent mieux la réalité de nos peuples. Ils pourront lancer des réflexions sur les structures politiques intra et inter -étatiques. Tout cela permettra d'influencer la diplomatie entre l'Europe et l'Afrique vers la reconnaissance des nations sans Etats.

Y-a-t-il une langue propre et commune aux différentes ethnies qui composent le peuple amazigh ?

Il y a une langue standard avec beaucoup de variétés linguistiques. Cela freine parfois l'intercompréhension. Pas tant parmi ceux qui pratiquent l'auto-apprentissage, notamment chez les jeunes. Mais dans les couches plus âgées moins alphabétisées, la connaissance seule du dialecte de sa région entraînant parfois le manque de compréhension avec ceux qui connaissent un autre dialecte.

Voici 10 États en Afrique où les amazigh vivent : Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie, Niger, Burkina Faso (Touaregs), le Nigéria sans oublier les Iles Canaries. Le nombre d'amazigh est compris entre 50 et 100 millions dans le monde. Deux millions sur le territoire français, ce qui porte à 4 millions pour l'Europe. Entre le Maroc où près de 70 % des habitants sont amazigh avec encore une majorité qui connaît la langue et les Canaries où la langue des Guanches est depuis longtemps disparue au profit du castillan, les situations sont très variables. Au Niger, on ne parle que le français et l'amazigh.

Un responsable du mouvement culturel Amazigh



Comment réagissent les gouvernements face aux revendications de votre peuple ?

Les gouvernements sont très négatifs. La répression est monnaie courante, toutes sortes de violence apparaissent ici et là. Il y a néanmoins de petites avancées : l'enseignement et les media dans quelques régions. Si en Tunisie

Pour en savoir plus :

Le kabyle de poche ASSIMIL evasion
Histoire de la grande Kabylie par
A.Mahe

<http://www.terminal-computer.com/amazigh/accueil.aspx>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Amazigh>



Une réaction européenne salubre

Alors que l'Histoire semble s'accélérer avec les chocs en chaîne provoqués par le tsunami financier parti des États-Unis, l'Union Européenne (UE) a repris du « poil de la bête » tant l'urgence de la situation imposait une réaction à la hauteur des événements.

Gestion de crise

Le 12 octobre dernier à l'Élysée, l'on peut dire qu'il s'est passé quelque chose de fort en Europe. En adoptant un plan européen de sauvetage du système bancaire, les 15 États de la zone euro ont parlé, enfin, d'une même voix et agi collectivement en décidant d'accorder une garantie d'État aux prêts inter-bancaires afin que les banques acceptent à nouveau de se prêter de l'argent et ainsi enrayer la raréfaction du crédit (principale menace pesant sur l'économie réelle et touchant en premier lieu les entreprises, les collectivités et les particuliers).



L'Europe s'est finalement résolue à trouver une réponse globale à un problème global, ce qui ne s'est pas fait sans mal. En effet, cette position commune n'allait pas de soi ; il faut se rappeler que les premières réactions des États avaient été de jouer cavalier seul. Les dirigeants européens ont enfin pris conscience que la politique du « chacun pour soi » avait ses limites dans la mesure où chaque solution nationale crée un problème chez le voisin. En outre, dans l'espace unique qu'est devenue l'Europe, n'est efficace qu'une action coordonnée et non pas de simples actions nationales dont on se contente d'informer les autres ; l'interdépendance entre les banques européennes est trop profonde pour que les réponses nationales ou la coopération au cas par cas puissent suffire. Avec une monnaie unique, l'UE est parvenue à créer un système financier unique, il faut donc en tirer les conséquences : pour résoudre la crise en Europe, il ne pouvait y avoir qu'une réponse européenne.

Changement de braquet

Après avoir vu l'UE adopter, à chaud, une position diplomatique commune, cet été, lors de la crise géorgienne, on la voit aujourd'hui opposer un front uni à la crise financière. On ne peut que s'en féliciter et certains estiment qu'une véritable gouvernance économique européenne est en train de naître. On peut considérer qu'il s'agit là d'un tournant capital du processus d'intégration européenne et que, comme l'a indiqué le chroniqueur Bernard Guetta, « c'est une puissance publique européenne qui est en train de s'affirmer dans l'épreuve ».

Cette crise a également été l'occasion d'observer que les principales institutions européennes ont agi avec responsabilité et pragmatisme. La Commission européenne n'a rien trouvé à redire au fait que différents États membres aient injecté des milliards d'euros d'argent public dans des banques privées en difficultés (ces interventions auraient été considérées il y a quelques semaines comme des aides d'État entravant la libre concurrence) ; elle a montré ici qu'elle était capable, lorsque les circonstances l'exigeaient, de relativiser le dogme européen de la concurrence.

Prudence sur le long terme

Cela-dit, il convient de rester prudent. Même si le plan européen de sauvegarde du secteur bancaire a semblé atteindre son but, en créant un minimum de confiance pour que le marché du crédit se débloque, la situation reste très fragile.

Par ailleurs, l'Europe n'est pas structurée comme les États-Unis : même si elle dispose d'une monnaie unique (et encore, de grands États membres comme la Grande-Bretagne ne font pas partie de la zone euro), l'UE est dépourvue de souveraineté budgétaire ; elle n'a donc pas les moyens techniques, juridiques et politiques de mettre sur pied un plan sur le modèle du plan américain « Paulson ».

Aussi, afin de s'inscrire dans le long terme et empêcher de nouvelles crises de cette nature, il serait souhaitable de mettre en place une régulation des institutions et des marchés financiers au niveau européen, étape qui avait été oubliée au moment de la création de l'euro.



Au-delà des interventions sur le plan financier, il est plus que nécessaire de remettre de l'huile dans le moteur économique : il faudra bien que les États membres se décident à mettre en place un pilotage commun de leurs économies en définissant des politiques de relance communes et des politiques industrielles de dimension européenne. Ce n'est qu'à cette condition que pourra véritablement prendre corps un gouvernement économique européen digne de ce nom, vieille revendication française et serpent de mer de l'histoire communautaire.

En tout état cause, cette crise financière constitue paradoxalement une opportunité unique pour l'UE de retrouver un nouveau souffle ; elle montre, une fois de plus, que c'est dans l'épreuve et les crises que se construisent et se renforcent les grands ensembles géopolitiques.



La Soule, garder la mémoire du Silviet

Quand il apparaît dans l'histoire, lors de l'invasion romaine, le pagus solensis, territoire d'une tribu, faisait partie de cette zone montagneuse et boisée que César appelait le Saltus Vasconum, où le peuple autochtone, décrit comme rebelle à toute domination, s'était réfugié. Il opposa la même résistance aux tentatives de conquête par les peuples germaniques et par les monarques francs.

À l'époque féodale, l'histoire de la Soule, convoitée par ses deux puissants voisins, le Béarn et la Navarre, est très mouvementée. Après une série de guerres contre les Béarnais, la vicomté de Soule, se tourna, au XII^e siècle, vers la Navarre pour contrebalancer les prétentions du vicomte de Béarn et du duc d'Aquitaine, roi d'Angleterre depuis 1154. Le vicomte de Soule finit par se soumettre, en 1307, au roi d'Angleterre, lequel lui substitua un capitaine châtelain qui exerçait les prérogatives vicomtales sous les ordres du sénéchal de Gascogne. Mais la paix ne revint pas en Soule ; la guerre entre les clans des Beaumont et des Gramont ensanglanta le pays jusqu'à la fin du XV^e siècle.

Le roi de France Charles VII ayant reconquis les possessions anglaises en territoire français, la Soule entra dans le domaine royal français en 1449.

Un peuple libre

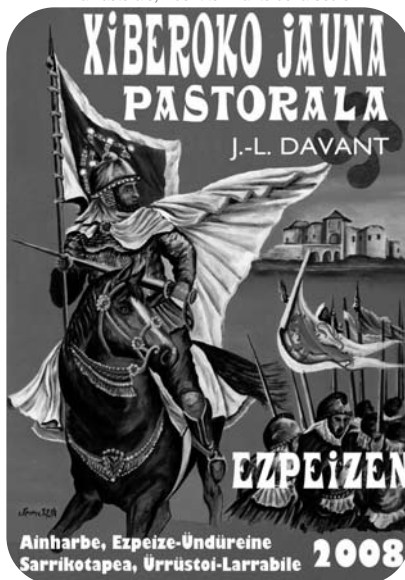
Par l'ordonnance de Montils-les-Tours de 1453, Charles VII ordonna la rédaction officielle de toutes les coutumes du royaume. Droit élaboré par le peuple lui-même, les coutumes reflètent les besoins et tendances profondes de ceux qui les ont créées. La Coutume de Soule fut proclamée en 1520. Dès son premier article, elle déclare que « *tous les natifs et habitants de la terre sont libres et de franche condition, sans tâche d'aucune servitude* ». Suivent en 4 articles les privilèges découlant de cette condition : exemption de service militaire et de droits sur leur personne, liberté matrimoniale et testamentaire, libre circulation, droit de port d'armes, droit de s'assembler librement pour traiter de leurs affaires communes et de faire des règlements s'imposant à tous. Exemptés de service dans les armées royales, les Souletins avaient leur propre milice, composée de 1000 hommes, chargée de leur défense et de la police dans le pays.

Un budget autonome

Ils payaient les impôts royaux, auxquels ils avaient le privilège de s'abonner, sous forme d'une somme forfaitaire annuelle qu'ils répartissaient ensuite entre eux comme ils l'entendaient. La Soule avait un budget autonome. L'impôt était foncier et tous y participaient, nobles et non nobles. La Soule avait sa propre Cour de justice : la Cour de Licharre, composée des 10 potestats et des « *gentilshommes terrentenants* ». Ce n'est qu'en appel qu'interven-

nait un tribunal royal, celui du sénéchal des Lannes à Dax, et en dernière instance, le parlement de Bordeaux.

La Pastorale, l'identité vivante de la Soule



Une propriété collective

La propriété était collective au niveau des terres vacantes comme au niveau des patrimoines familiaux ; c'est pourquoi ces derniers étaient inaliénables et indivisibles, un seul enfant par génération en ayant la responsabilité. Cette responsabilité était assumée par l'enfant aîné de chaque génération. « Maîtres vieux » ou « maîtres jeunes » représentaient la maison au sein de la communauté des habitants de chaque paroisse. Les maîtres de maison se réunissaient le dimanche, à l'issue de la messe pour discuter de leurs affaires communes et décidaient à la majorité des voix des décisions à prendre. Pour traiter des affaires générales intéressant toute la province, un délégué se rendait à l'assemblée générale, appelée Silviet.

Le Silviet : une assemblée en pleine forêt

La réunion du Silviet était complexe. La Soule étant partagée en 3 messageries, divisées en 7 dégairies groupant plusieurs paroisses, la convocation était adressée aux 3 messagers, qui la transmettaient aux dégans qui la faisait parvenir aux fermances vézalières des paroisses. Les députés des paroisses étaient élus au sein d'une assemblée paroissiale. Ils se rendaient, avec les députés des 6 bourgs royaux et les 7 dégans au bois de Libarrenx où avait lieu la réunion du Silviet. À une époque

inconnue, était venu se superposer au Silviet, le Grand Corps, réunissant Clergé et noblesse ; l'ensemble constituait la Cour d'ordre ; la décision était prise à la majorité des voix. Le Grand Corps avait une voix pour la décision finale, comme le Silviet. Selon le principe basque de démocratie directe, les députés au Silviet, après avoir entendu les propositions du syndic du pays, revenaient dans leurs paroisses respectives quérir la décision des maîtres de maison qu'ils rapportaient à une seconde session du Silviet.

La fin des institutions souletines

La lenteur de cette procédure donna à la noblesse et au syndic général du pays, le prétexte pour demander au gouvernement, en 1727, la réforme de la Cour d'ordre. Par lettres patentes du 28 juin 1730 le Silviet fut supprimé et la Cour d'ordre remplacée par des États provinciaux, plus conformes au droit commun de l'administration royale française. Les États généraux de Soule étaient désormais composés des trois ordres. Les députés du tiers étaient réduits à 13 : les 7 dégans et les dépu-

Mauléon, la capitale souletine



tés des 6 bourgs royaux, dont le mandat était représentatif, ce qui excluait toute consultation populaire. S'en suivit une révolte des Souletins qui portèrent plainte au parlement de Navarre. Le conflit entre la noblesse et la population souletine menaçait l'ordre public, un arrêt du conseil du roi, du 20 mai 1733, interdit aux Souletins de s'assembler et de lever des deniers sans l'autorisation de l'intendant. La Cour de Lixarre fut supprimée en 1766. Cette démolition des institutions souletines annonçait la fin de l'autonomie multiséculaire de la Soule. Les États de Soule survécurent cependant, sans grand pouvoir, jusqu'à la Révolution qui uniformisa l'administration royale dans une France « une et indivisible ».



Le Padduc corse

Fabiana Giovannini, conseillère territoriale et conseillère municipale de Bastia, responsable du Parti de la Nation Corse évoque leur lutte contre le plan de développement proposé par l'exécutif corse

Vous dénoncez un plan destiné à promouvoir le développement durable qui semble à l'opposé de ce concept. N'y a-t-il pas un cadre juridique contraignant pour empêcher une telle dérive ?

Il faut un "Plan d'Aménagement et de Développement Durable pour la Corse". L'île a grand besoin d'un cadre. On navigue à vue et le plus souvent on fait n'importe quoi en matière d'infrastructures et de choix de développement. Nous revendiquons un véritable Padduc, élaboré par et pour les Corses. Celui qui nous est proposé l'a été dans l'opacité et effectivement projette un modèle de développement porteur de nombreuses dérives : accroissement de l'économie résidentielle et du déséquilibre démographique, abandon de l'intérieur, bétonisation des côtes, disparition à terme de l'agriculture, précarité... Partout ailleurs, on renonce à ce type de développement basé sur le tout-tourisme car partout ailleurs il est en échec.

Le "cadre juridique" pour lutter, c'est d'abord l'assemblée de Corse, et donc, il est aussi dans la rue. Le débat a été retardé une première fois. Il le sera probablement encore, compte tenu de la mobilisation qui grandit. À l'heure actuelle, 90 organisations associatives, syndicales, ou politiques ont rejoint le "Front Uni contre ce Padduc" et 10.000 personnes ont signé la pétition. Nous essayons de peser sur l'avis (consultatif) du Conseil Economique Social et Culturel qui se réunira sous peu et dont toutes les commissions ont émis un avis défavorable, puis sur les différents groupes à l'assemblée. Si d'aventure, le texte était voté, il y aura une enquête publique, mais compte tenu de la complicité dont ont fait preuve les services de l'État jusqu'ici, un avis défavorable empêcherait-il l'adoption définitive ? Il restera alors la possibilité d'un recours devant la juridiction administrative, voire en Conseil d'Etat. Au regard des dispositions de la loi littoral, il y a matière à faire pour annuler le texte au tribunal. Mais là aussi on peut craindre des décisions politiques. Ce projet doit être rejeté car il est profondément anti-démocratique de présenter à la fin du mandat électif*, un texte qui engage l'avenir de la Corse pour les 20 ans qui viennent.

* L'assemblée de Corse sera renouvelée en mars 2010. Le Padduc, inscrit dans la loi du 22 janvier 2002, aurait dû être élaboré et adopté en 2004.

À l'heure du consensus général sur la nécessité d'un développement harmonieux, comment peut-on prévoir le déclassement des espaces remarquables, des zones cibles de programmes immobiliers, la désanctuarisation de la côte par la remise en cause de la loi littoral ? Sarkozy n'a-t-il pas des amis politiques corses douteux ?

La Corse est riche de ses paysages, de sa culture, de ses savoir-faire. L'actuel Padduc condamne tout ça. Une très grande partie des "espaces remarquables" sont déclassés dans la cartographie du Padduc et, comme par hasard, on se rend compte qu'il y existe des projets immobiliers, souvent démesurés, dans l'attente de ce déclassement. De même, les "espaces proches du rivage" sont systématiquement rétrécis sur tout le contour de l'île, ouvrant cette bande à la construction. Même chose pour les espaces agricoles alors que l'agriculture souffre d'un problème foncier du fait d'une grande spéculation sur les terres. Le président de l'assemblée de Corse, et ami intime de Nicolas Sarkozy, Camille de Rocca Serra, l'a annoncé il y a quelques années « *il faut désanctuariser l'île* ». C'est tout le programme du Padduc : développer une économie de type résidentielle au détriment d'une économie de production.

Comment un Corse peut en venir à de tels choix ? Nous touchons là toute la problématique claniste. Un système totalement inféodé au pouvoir, aujourd'hui dominé par les grands groupes et les multinationales du profit. L'intérêt d'un peuple ne pèse pas grand chose dans la balance s'il n'a pas les outils pour lutter contre ces dérives qui le vouent à l'argent douteux et à la mafiosisation de l'économie. Force est de constater que cela convient à certains élus de la majorité territoriale, comme à l'État. Il y a de très fortes pressions sur certains sites...

La classe politique clanique traditionnelle liée au lobby immobilier sera-t-elle sanctionnée à l'occasion des prochaines élections territoriales ?

Il est sûr qu'à travers ce débat sur le Padduc se joue une importante partie politique. Rarement la Corse aura eu une majorité territoriale aussi incompétente. Aujourd'hui, c'est le préfet et le Sgac qui prennent les décisions pour l'assemblée... Les Corses s'en rendent compte sur tout un tas de dossiers. Le CESC n'a pas été sollicité pour l'élaboration du Padduc, pas plus que l'université, c'est un cabinet d'experts parisiens qui a pensé pour les Corses l'avenir de la Corse ! Si nous obtenons un vote négatif pour le Padduc, son retrait ou même son ajournement, ce sera un terrible camouflet pour l'Exécutif territorial et l'échec pourrait lui coûter cher. Mais cela suppose que nous soyons en capacité de faire une offre politique au peuple corse. Le PNC pour sa part y travaille. Nous avons beaucoup progressé ces dernières années, en témoignent les dernières élections municipales et cantonales. Le challenge aujourd'hui est de constituer l'outil dont le peuple corse a besoin pour faire émerger une nouvelle génération d'hommes et de femmes, porteurs d'un véritable projet de société pour la Corse.

Avez-vous un projet alternatif au Padduc ?

Notre projet politique est prêt dans ses grandes lignes, en matière de culture, d'énergie, de transports, de tourisme, d'agriculture, de formation etc, le nationalisme a porté les meilleures idées depuis des années. Il faut lui donner une cohérence d'ensemble et, pour nous, le projet qui permettra à la Corse de trouver sa place en Europe, est le projet autonomiste. Un récent sondage vient de révéler que 51% des Corses sont favorables à l'autonomie. Ils ont bien compris aujourd'hui que l'autonomie, c'est la solution, c'est un outil indispensable pour préserver notre identité, bâtir notre économie et résister à la globalisation. Il faut parvenir à traduire ce sentiment majoritaire en faveur de l'autonomie en un mouvement politique apte à recueillir la confiance du peuple corse. Car comme on ne fera pas l'avenir de la Corse sans les Corses, on ne pourra pas réussir l'autonomie sans les autonomistes. C'est à tout cela que le PNC travaille. Si nous réussissons ce pari, l'avenir sera enfin ouvert en 2010.



Think Gaur Euskadi 2020 : EA

EAJ-PNB a toujours cherché à s'adapter aux défis de son époque et réfléchir à son avenir. Au cours des années 80, le discours d'Arriaga avait relancé notre mouvement. Aux élections générales d'Avril 2008, EAJ-PNB a décidé de lancer un nouveau programme.

Que voulons-nous faire du Pays basque, dans le futur, à l'horizon 2020, dans un contexte d'ouverture internationale ? Think Gaur Euskadi 2020, le titre donné à cette opération trace les dimensions d'ancrage dans le monde contemporain et de prospective pour notre pays. L'ambition est à la mesure des Basques de

La transformation et la justice sociale

L'action sociale est prioritaire. Toute politique est ramenée à sa raison sociale, au bien-être procuré aux personnes. Le but est de servir les personnes, de répondre à leurs besoins. Sans

citoyen et citoyenne, il n'y a pas de société, sans société, il n'y a pas de patrie. Tout est lié. Notre politique sociale a pour but d'améliorer les services publics qui facilitent les projets de vie des citoyens.

Nous voulons produire de la richesse pour la distribuer, pour investir dans l'Education, la santé et les services sociaux de qualité pour tous.

Nous soutiendrons la famille, comme fondement de la société. Nous prendrons en soin ses membres en facilitant le travail

des aides maternelles, en conciliant vie professionnelle et vie de famille, avec des logements locatifs pour les jeunes. Nous chercherons un équilibre des salaires et des responsabilités entre les hommes et les femmes. La prise en charge de la dépendance et la promotion de l'autonomie personnelle doivent reposer sur la Sécurité Sociale qui sera mieux gérée au plus près des personnes, en Pays basque, en le considérant comme un droit universel, financé de façon solidaire.

Une économie responsable et innovatrice

Le développement économique et les opportunités de nouveaux emplois sont nos priorités. Notre défi est de créer une richesse supérieure à 20% de la moyenne européenne. Le Pays basque doit devenir un pays européen de référence en matière d'innovation. Les jeunes pourront compter sur une aide accrue pour faciliter leur entrée sur le marché du travail. Nous garantirons et faciliterons des formules de contrat stable pour les nouveaux emplois. Nous soutiendrons le talent des universitaires basques et nous attirerons d'autres chercheurs

grâce à nos infrastructures et à un soutien financier.

Tous les foyers et toutes les entreprises doivent pouvoir se connecter à Internet. Euskadi deviendra un territoire WIFI. Nous récompenserons la créativité et le design appliqués à l'entreprise.

Un développement harmonieux et responsable

Le développement harmonieux est un développement. Nous respecterons les engagements de Kyoto contre le changement climatique. Nous nous approprierons les critères d'harmonie environnementale et sociale sur les plans économiques et des infrastructures.

Nous prendrons soin du territoire où nous vivons. Nous encouragerons un nouvel urbanisme avec des villes et des communes intégrant le logement, le travail et les loisirs. Le transport public doit être le modèle de mobilité avec un réseau ample et des moyens divers (train, métro, tramway, autobus...) connectés entre eux.



Lancement de l'opération à Bilbao devant 15000 personnes

cette Communauté autonome habituée à la réussite. EAJ-PNB souhaite placer « Euskadi dans le peloton de tête mondial concernant le bien être et le développement. Cet effort sera poursuivi sans relâche. C'est un engagement envers la société basque ».

Etre en phase avec les Basques

L'ambition est de mieux être en phase avec la société en proposant à tous les citoyens de participer aux débats, discussions et séminaires prévus dans le cadre de Think Gaur Euskadi 2020. L'intérêt est également de s'inspirer des grandes politiques pionnières dans le monde. Des voyages d'études, des conventions avec de grands instituts internationaux permettront d'importer au Pays basque, le meilleur de la politique publique mondiale. 5 grands thèmes ont été choisis pour alimenter la réflexion et les propositions : l'innovation pour une économie responsable et innovatrice, le développement durable et équilibré, l'action sociale pour promouvoir des changements et la justice sociale, la culture pour une identité culturelle en mouvement, la vie institutionnelle pour des accords renouvelés et de nouvelles alliances.



I. Urkullu participe à un débat lors d'un dîner de soutien à Obama

Nous souhaitons être en pleine capacité énergétique en promouvant les économies d'énergie. Nous inciterons à la gestion de l'eau et à son utilisation rationnelle.

Notre objectif est d'augmenter les taux de recyclage en nous situant à la tête des pays avancés.

Identité renouvelée culturelle

L'identité basque et l'euskara sont un patrimoine commun dont l'évolution et le dévelop-



J-PNB se projette dans l'avenir

ir lors de conjonctures difficiles. Suite à la douloureuse scission du nationalisme démocratique politique en traçant une ligne stratégique suivie durant les années 90. Au lendemain d'un projet ambitieux pour adapter son projet politique à la réalité du XXI^e siècle.



I. Urkullu rencontre Magnus Bocker, le Président du Nasdaq

Un horizon institutionnel, des accords renouvelés, de nouvelles alliances

La paix et la normalisation politique sont notre priorité et notre engagement. Nous réitérons notre rejet absolu de la violence et du terrorisme. Nous nous engageons dans des voies exclusivement politiques et démocratiques pour atteindre les objectifs déterminés par la société basque.

Augmenter l'autogouvernement signifie augmenter le bien être des citoyens. Consolider et élargir l'autogouvernement est un besoin urgent pour le développement social, économique et culturel d'Euskadi.

Nous recherchons de nouvelles voies de démocratie participative, de nouvelles formules pour vivre la politique. Nous misons sur de nouveaux réseaux et de nouvelles alliances internationales qui favoriseront la participation politique des citoyens.

pement sont à garantir. Maintenir le capital culturel et linguistique est un défi de la globalisation.

Nous trouverons de nouvelles mesures fiscales pour soutenir la création, la distribution et la diffusion de la culture.

Nous envisageons une éducation trilingue, dans une société bilingue. L'usage quotidien de l'euskara sera garanti dans toutes les institutions et les organisations que nous dirigeons.

Nous développerons de nouveaux réseaux internationaux pour la diffusion de la culture basque dans ce monde et pour l'amélioration de la gestion culturelle.

Nous souhaitons promouvoir la culture comme moteur social, comme une valeur et un actif de développement personnel et collectif.

Calendrier

• Du 19 au 25 juillet 2008

Délégation de « Think Gaur », présidée par Iñigo Urkullu, aux États-Unis d'Amérique, à Washington, Philadelphie, New York et Boston.

• Du 16 au 24 août 2008

Présidence de représentants de Think Gaur à la txozna comparsa Gogorregi, lors de l'Aste Nagusia, fêtes de la ville de Bilbao

• Du 30 août au 5 septembre 2008

Délégation de Think Gaur, à Singapour et en Inde, au sujet de l'innovation.

• De septembre à octobre 2008

Diffusion de la démarche lors d'événements locaux dans les batzoki, les maisons de la culture... Réunions ouvertes aux membres du Parti, aux sympathisants, aux jeunes et aux associations intéressés. Compte-rendu et discussion ouverte.

• Le 20 septembre 2008

Présentation publique et remise du document Basque Country 2020 réalisé par l'Institut Copenhague.

• Le 22 septembre 2008

Séminaire sur les politiques sociales organisé par les Fondations

• Le 28 septembre 2008

Alderdi Eguna, fête du Parti

• Les samedis d'octobre 2008

Journées de travail avec des conseillers et des responsables des sports et de la culture, sur les « politiques culturelles territoriales et municipales » (sous la coordination de Amaia Espinosa-EBB Sports et Jon Sanchez-BBB Kultura)

• Le 4 octobre 2008

Présentation de la démarche Think Gaur Euskadi 2020 en Iparralde

• Le 9 octobre 2008

Séminaire sur la culture avec des experts internationaux

• Le 11 octobre 2008

Séminaire de travail en Iparralde

• Le 16 octobre 2008

Séminaire sur l'innovation

• Le 30 octobre 2008

Séminaire sur les institutions : Euskadi-Europa et Démocratie participative à Vitoria-Gasteiz

• Les 5 et 6 novembre 2008

Délégation de Think Gaur Euskadi 2020 en Finlande (Culture-Education)

• Novembre 2008

Cours-séminaire organisé par la George Washington University

• Décembre 2008

Présentation des propositions et des engagements pour Euskadi 2020.



EAJ-PNV dans les sommets du Kilimandjaro



Communauté autonome basque

Ibarretxe rend compte de son mandat

Le dernier débat de politique générale de la législature a permis au Président Ibarretxe de rendre compte devant les députés de la Communauté Basque des événements politiques survenus durant ce mandat. Ce 26 septembre 2008, il a fait part du long et difficile cheminement vers la paix au Pays basque : un souci permanent dans l'esprit du Lehendakari. Il a dénoncé l'attitude hostile du Parti Socialiste basque et de son leader Patxi Lopez, uniquement obsédé par l'idée de le remplacer prochainement à la tête du gouvernement. À ses yeux la consultation de la population, décidée et proposée par Ibarretxe, n'est qu'un leurre et un facteur réel de division. Ce qu'il faut c'est en finir avec ETA (il ne dit pas comment !). Le chef du gouvernement de la communauté n'a pas manqué de souligner les avancées notables durant la législature tant dans le domaine social que de la santé comme aussi dans le domaine économique. Malgré l'opposition des députés du Parti populaire (PP), les comparaisons chiffrées en ce domaine par rapport à de nombreux états sont plus que flatteuses. En conclusion, Ibarretxe se dit prêt à poursuivre sa route dans la sérénité et le dialogue.

Egibar à la tribune

C'est un Joseba Egibar en pleine forme qui, au nom des parlementaires du PNB, a pris la parole lors du débat de politique générale. Il l'a fait avec

clarté et beaucoup de minutie.

À propos de la situation économique actuelle locale et internationale, il a expliqué combien les crises en Espagne et dans le monde sont similaires. Ainsi sur le plan mondial, les pays pauvres dits émergents se sont peu consacrés à la production de produits de 1^{er} nécessité, alors que les pays riches et en particulier les Américains se sont contentés d'acheter et de produire moins.



Dans le même temps, ceux-ci ont investi sans compter en priorité dans la construction, les produits financiers et bancaires. D'où la terrible crise que nous connaissons. On retrouve ce même schéma dans la péninsule ibérique, précise l'orateur PNB. Le gouvernement basque a choisi depuis des années une politique de production de haute technicité et de créativité, tandis que le gouvernement de Madrid investissait dans les lotissements, les immeubles collectifs soutenus par des prêts bancaires à très long terme.

Ainsi, il est clair que grâce à la gestion du Lehendakari et de ses ministres, la situation à Vitoria-Gasteiz, par rapport aux problèmes ren-

contrés aujourd'hui partout en Europe, est beaucoup plus confortable et enviable.

Ceci mérite d'être dit. Le représentant au Parlement Joseba Egibar du PNB, l'a fait.

La recherche, le développement et l'innovation transférés

Le Gouvernement basque maîtrisera désormais dans sa totalité le secteur de la recherche, du développement et de l'innovation. 86 millions d'euros seront déduits du Cupo, la charge fiscale que paie Euskadi à l'Espagne. Ce transfert de compétence constitue le point majeur de l'accord intervenu entre EAJ-PNB et le PSOE en faveur du vote du budget présenté par le Gouvernement espagnol. Les autres points concernent le financement de l'extension du port de Pasaia, le régime de retraite des Ertzaina et un accord industriel.

Au coeur de la seconde transformation économique d'Euskadi, la recherche, le développement et l'innovation est indispensable à un nouveau développement propre à Euskadi. La souveraineté économique du futur dépendra de ce secteur clé. Les socialistes en sont conscients. Mme Garmendia, ministre espagnole de la recherche annonçait récemment que ce transfert n'aurait pas lieu. Il a été arraché pour sauver un budget espagnol ficelé pour répondre à la crise économique. Le désaccord avec les Catalans de CIU ont contraint le PSOE à négocier avec EAJ-PNB. Cet épisode montre le lien direct entre une gestion au quotidien et les objectifs généraux de tout abertzale.

Navarre

Fracture politique en Navarre ?

L'alliance très ancienne du parti conservateur navarrais UPN (Union du Peuple Navarrais) et du parti populaire espagnol PP est menacée de rupture depuis déjà plusieurs semaines. La divergence tourne autour du soutien ou non des uns et des autres au projet gouvernemental du budget de l'État. Un député navarrais a suivi la discipline du PP alors que le second restait fidèle à son parti en s'abstenant.

Les deux partis se renvoient la balle de la responsabilité. Le PP a décidé de suspendre ses relations avec UPN dans l'attente d'un éclaircissement du mouvement navarrais. Le parti de la droite espagnole menace de s'implanter en Navarre. UPN défend son autonomie d'action et tient à la conforter dans sa relation au PP. UPN attend du PP des éclaircissements. Il souhaite cependant maintenir l'accord électoral qui le lie aux Conservateurs à Madrid.

Equilibres fiscaux en Espagne

Les équilibres fiscaux permettent de comparer les contributions que reçoit l'Etat de la part des communautés autonomes et les accords financiers leur venant du pouvoir central. La fiscalité navarraise, tout comme celle de Vitoria-Gasteiz, sont différentes de celles des autres communautés. Ainsi, la Navarre, après avoir perçu l'impôt des contribuables, verse une somme forfaitaire à l'État. A savoir 704 millions d'euros pour l'année 2008. Ce système porte le nom de Convention Economique à Madrid, le « Cupo ». Ainsi, la Navarre verse à Madrid 1,15 à 3,18 % de plus qu'elle ne reçoit ; bien plus que ne le fait la CAV. Un classement des « balances fiscales » de toutes les régions autonomes (19 au total) est publié chaque année.

Le pain quotidien

À l'initiative de boulangers de la communauté forale, un pain nouveau est apparu dans les vitrines au mois d'octobre : un pain plus volumineux mais au même prix.

Cette présentation a créé la surprise. Elle a été accueillie avec enthousiasme par l'ensemble des consommateurs.

Un pain quotidien à un prix très abordable ne devrait-il pas dans la conjoncture actuelle constituer en effet le souci majeur de nos dirigeants ?

Bravo les Navarrais !



L'autonomie fiscale renforce Euskadi

L'autonomie fiscale d'Euskadi est à nouveau au coeur de l'actualité basque et européenne. La question fiscale reflète une double tendance générale. Une convergence globale pour respecter la concurrence et une liberté locale accrue gage de croissance par les territoires. Euskadi est à l'avant-garde de ce fédéralisme fiscal européen.

Fin des années 70, Euskadi, la Lorraine de l'État espagnol subit de plein fouet la crise sidérurgique et énergétique ainsi que la sortie de l'autarcie espagnole et l'ouverture aux marchés. Le taux de croissance est nul ou négatif. En 1980, il enregistre même une chute record de 10%. Dans le seul secteur de l'industrie, 150 000 postes sont supprimés entre 1975 et 1986. Cela représenterait une perte de 4,5 millions d'emplois en France, en 10 ans. Selon les canons traditionnels, cette région aurait du réclamer une solidarité extérieure active. Elle effectue un choix opposé en rétablissant l'autonomie fiscale supprimée par la dictature franquiste. C'est le pari de la responsabilité et non celui de l'assistanat.

Une responsabilité encadrée

Ce système n'est pas un privilège par les risques encourus. Elles sont intégralement responsables de leurs finances publiques. Ce système exclut toute aide de l'État espagnol en cas de problèmes financiers. Cette notion appelée risque unilatérale a été assumée dès le départ par les responsables politiques basques malgré la crise économique de l'époque. L'intégration au système espagnol est assurée par d'autres mesures :

- Le poids global de la fiscalité basque doit être équivalent à celui de la fiscalité espagnole. Si l'impôt sur les sociétés y est plus faible, l'impôt sur les revenus y sera plus fort.
- Les autorités basques contribuent au financement des dépenses de l'État espagnol pour ses fonctions régaliennes comme la Défense.
- Les institutions basques financent un fonds de solidarité interrégionale à hauteur de 6,24% du total. L'État espagnol a le pouvoir d'augmenter ce fonds de façon unilatérale. Le volume de la contribution basque sera augmenté d'autant.

Une grande liberté décisive

Les autorités basques ont accepté ce strict encadrement par esprit de solidarité et par la liberté acquise, l'autre face de la responsabilité. La marge de manoeuvre locale est en effet considérable et sans équivalent en Europe. Les 3 deputaciones collectent l'ensemble des impôts et des taxes de chacune des 3 pro-

vinces, y compris la TVA. Elles définissent librement le taux et l'assiette des impôts et perçoivent et gèrent la TVA dont le taux est encadré par l'harmonisation européenne. Récemment, les deputaciones ont décidé de baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 28%.

Le budget du gouvernement basque dépend à 90% de cette ressource locale, 6% vient de l'emprunt public basque, 3% d'autres recettes propres et seulement 1% de transferts de l'État espagnol et des fonds européens. Les lands allemands souvent cités en exemple ne sont autonomes qu'à hauteur de 10% de leurs budgets, soit un écart de 80% !

Les trois lehendakari qui ont développé l'autonomie fiscale



Un intérêt européen

De nombreuses régions européennes étudient le cas basque, d'autant que l'approbation de ce système par la Cour européenne de Justice de Luxembourg leur offrent désormais une nouvelle garantie juridique et une nouvelle opportunité politique. Récemment, l'Alsace, la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais, la Sicile, les Flandres, des délégations finlandaise et chinoise entres autres ont été accueillies en Euskadi. Les Écossais et les Gallois suivent également de près l'expérience vécue au Pays basque. Pour quelles raisons ?

- Elle est une des clés du redressement économique. La liberté fiscale conjuguée à l'étendue des compétences favorise une politique centrée sur les priorités nécessaires à développer localement.
- Elle fournit une grande capacité de décision. Les Basques n'ont pas à négocier de subventions avec une région ou un État et tenir compte d'autres intérêts. Ils sont maîtres de leur politique.

- Elle permet d'agir rapidement sur des prévisions possibles à l'échelle d'un territoire réduit. Hier, les Basques ont impulsé de nouveaux secteurs d'activités à fort contenu technologique comme l'aéronautique, crée les fameux cluster. Aujourd'hui, ils investissent massivement dans les biotechnologies et lancent un plan ambitieux sur l'innovation, Innobasque financé à hauteur de 6,8 milliards d'euros en 4 ans de 2005 à 2009.

une réussite exemplaire

Euskadi a désormais un taux de chômage technique et atteint le plein emploi avec 3,8% de chômeurs. En 2007, elle est devenue pour la première fois la région la plus riche d'Espagne devant la région capitale Madrid. La production de richesse par habitant est de 30 599€ contre 29 965€ à Madrid. Cela est le résultat d'un taux de croissance supérieur à la moyenne espagnole depuis plus de 10 ans

- elle responsabilise et oblige à une gestion rigoureuse. Malgré les investissements considérables et les politiques ambitieuses réalisées par les autorités basques, les finances sont très saines. Moody's et Standard & Poor's les deux principales agences mondiales de notation la considère comme un des meilleurs élève européens avec la note maximale possible de AAA. Son taux d'endettement était de 1,25% du PIB en 2007. La Catalogne ou Madrid, les autres autonomies les plus riches sont respectivement endettés à hauteur de 7,65% et de 5,6% et l'État français à 64% du PIB.

- elle favorise la transparence des comptes. Les Basques paient leurs impôts dans leur province de résidence. La proximité entre la perception et l'utilisation des ressources fiscales concrétise sur le terrain l'impôt payé par des dépenses publiques visibles. L'administration fiscale y est plus proche et facilite des relations plus simples avec le contribuable.

En Pays basque nord, nous sommes loin de cette réalité, mais la mentalité de prise en charge inhérente au système politique du Pays basque sud a déjà commencé à nous influencer et continuera à jouer un rôle d'aiguillon dans la vie politique locale.

Cet article a été réalisé à partir du dossier édité par l'Institut France-Euskadi intitulé :
"l'autonomie fiscale basque face à la crise espagnole : l'amour du risque d'Euskadi"

<http://www.france-euskadi.org>



Les jeunes médecins en Pays basque intérieur, en voie de disparition ?

Les jeunes médecins généralistes en Pays basque intérieur sont-ils comme l'ours pyrénéen une espèce en voie d'extinction ? Si l'on regarde la froide vérité des chiffres, nous sommes forcés de répondre par l'affirmative. L'enquête réalisée par le Conseil du développement/Conseil des élus en 2008 va malheureusement dans ce sens : sur la zone allant d'Hasparren à Mauléon, 18% des médecins ont moins de 40 ans, 45% de 41 à 54 ans et 37% plus de 55 ans. Le nombre d'installation depuis janvier 2002 sur cette zone est de 7 médecins. Mais ces derniers mois ont vu le départ de deux médecins sans qu'ils soient remplacés.

Huit praticiens exercent seuls dans des zones en danger à très court terme sur le plan du maintien d'une activité médicale, notamment dans les secteurs de Baigorri et de Haute Soule. Leur cessation d'activité au cours des prochaines années entrainera une désertification médicale de ces zones si ils ne sont pas remplacés.

Or, si le problème de l'installation de jeunes médecins débute à la faculté où la médecine générale est ignorée, se poursuit avec la condescendance endémique du ministère de tutelle, il ne faut pas passer sous silence notre propre responsabilité.

Si le Conseil de l'Ordre recense actuellement près de 10 000 remplaçants, une infime minorité franchit le pas de l'installation en milieu rural. Nos jeunes confrères ont bien des préjugés sur cette médecine de campagne. Isolement, surcharge de travail, horaires importants, telles sont les caractéristiques qu'ils y voient. Heureusement, ce qui était une réalité il y a encore peu de temps est en train de changer.

Nous avons pris conscience, comme du reste l'ensemble de la société, que l'exercice professionnel n'est pas tout et qu'il est nécessaire de préserver une vie personnelle de qualité. Ceci passe par une indispensable réorganisation de la pratique médicale en campagne avec notamment l'exercice en groupe ce qui améliore les conditions de travail, mutualise les moyens et dégage du temps libre.

Même si le mode d'exercice en groupe représente aujourd'hui 78% de l'activité médicale, il se concentre dans quatre communes (Hasparren, St Palais, Garazi, Mauléon), ce qui laisse trop de médecins isolés et à la succession hypothétique.

Ainsi, nous nous sommes tous installés au sein de structures déjà existantes, soit en prenant la succession d'un médecin déjà associé, soit en y créant notre propre patientelle.

C'est à la suite de remplacements de nos aînés lors de leurs congés que nous avons franchi le Rubicon ou plutôt la Joyeuse. En effet, ces périodes ont été propices à appréhender leur mode d'exercice, le rapport privilégié qu'ils ont noué avec leurs patients. Ni consumérisme ni nomadisme médical dans ces régions mais un attachement réciproque fort et un enrichissement indéniable sur le plan humain.

Même si les secteurs géographiques sont étendus et les gardes plus fréquentes, on y pratique une médecine variée et de qualité. La régulation des urgences par le SAMU, l'existence d'une clinique en Pays basque intérieur et le travail en réseau de soins y contribuent grandement.

La mise en place de moyens financiers incitatifs, la création de cabinets médicaux comme par exemple à Baigorri sont des pistes pour attirer ces jeunes médecins. Mais c'est à nous à mieux faire connaître cette médecine rurale à nos jeunes confrères et à leur montrer que cet exercice est parfaitement compatible avec un épanouissement personnel, familial et professionnel.

Dominique Larramendi, médecin à Hasparren



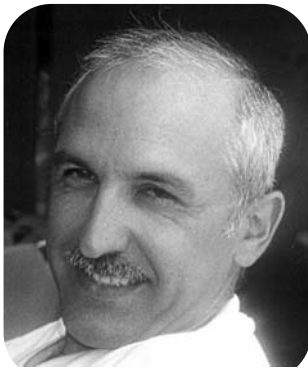
JEL : Journée Européenne des Langues Hizkuntzen Eguna European

Europako biztanleek hizkuntzak irakasi behar dituzte, edozein adinetan, eskoletan edo beste lekutan. Hizkuntzen aniztasuna da bide onena kulturen arteko komunikazioarentzat eta ondarearentzat.

Sous l'impulsion du Conseil de l'Europe, Strasbourg, la Journée Européenne des Langues est célébrée chaque année le 26 septembre depuis 2001.

Les 800 millions d'Européens dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe, sont encouragés à apprendre plus de langues, à tout âge, tant à l'école qu'au-delà. Convaincu que la diversité linguistique est une voie vers une meilleure communication interculturelle, le Conseil de l'Europe soutient le patrimoine culturel et le plurilinguisme à travers toute l'Europe.

Article paru sur notre blog :
www.iparralde.eu



André Garreta **« Espérons que cette crise immobilière bénéficie aux jeunes et aux actifs »**

Vice-Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne Pays basque, Président de l'antenne locale de la CGPME, le Syndicat patronal des PME, professionnel de l'immobilier, André Garreta est un témoin privilégié de l'impact sur le plan local de la crise financière et immobilière.

Ressentez-vous un ralentissement de l'activité immobilière ? Si oui, pourquoi ?

Pris dans la tourmente financière internationale actuelle, le marché immobilier traverse une crise, profonde, vraisemblablement au moins aussi importante que celle que nous avons connue dans les années 90.

S'agit-il simplement d'un réajustement après des années et des années de croissance soutenue et continue, ou bien devons-nous nous attendre à une crise structurelle plus profonde et durable ?

C'est en tous cas la question que se pose aujourd'hui bon nombre de professionnels de l'immobilier. Jusqu'à maintenant on pouvait imaginer que c'était un ralentissement, on parlait d'atterrissage en douceur, on parlait de retour au calme, on a parlé de correction, c'est sûr c'est une grosse correction, et on peut parler de crise si la crise du financement perdure. En réalité, le marché aujourd'hui est surtout affecté, apparemment, par les difficultés pour les acquéreurs d'obtenir des financements et c'est aussi parce que les banques ont elles-mêmes des difficultés à se procurer les liquidités nécessaires.

On parle de 25 % de baisse du nombre de transactions dans l'ancien, et dans le neuf c'est encore pire, on en est à un tiers de moins pour la même période par rapport à l'année précédente. C'est essentiellement dû apparemment aux difficultés de financement. Les professionnels sont confrontés à une augmentation de la durée de la vente, des transactions qui se font plus difficilement et probablement à une baisse du chiffre d'affaires.

Néanmoins, espérons que cette crise soit bénéfique aux jeunes et aux actifs, pour leur permettre de se fixer dans notre région. En effet, seuls les nantis pouvaient accéder au logement, avec le risque pour le Pays basque de devenir une maison de retraite.

Comment voyez-vous les prochains mois dans le secteur immobilier ?

La crise financière et les difficultés de refinancement des banques, conduisent à une hausse du coût des crédits immobiliers en octobre. Le taux moyen pour un prêt à 15 ans est passé à 5,30 %, soit 0,20 % de plus qu'en septembre. Les banquiers vont durcir leurs conditions d'octroi.

En l'espace de quelques mois, le secteur du neuf a connu la conjonction de plusieurs facteurs négatifs : un renchérissement du coût du crédit, amplifié par la crise du subprime, qui a désolabilisé les primo-accédants ; un durcissement des banques qui se montrent beaucoup plus exigeantes avec les candidats à l'emprunt, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter le nombre des dossiers refusés ; enfin, le retrait de plus en plus marqué des investisseurs privés en logement locatif. Ces derniers, qui avaient soutenu le marché du neuf ces dernières années, représentant plus d'une vente sur deux dans le secteur en 2006 (56 % exactement), se sont progressivement détournés des dispositifs de défiscalisation type Robien ou Borloo. Ils devraient être en dessous de 40 % cette année, selon les professionnels. Plus au Sud, l'Espagne subit aussi le contre-coup de quelques années de pure folie immobilière, encouragée par le bas niveau des taux d'intérêt européens. Le prix réel des maisons baisse pour la première fois depuis plus de dix ans. Sur certains marchés, la chute atteint 20 % et les transactions immobilières se sont effondrées de 60 % au premier trimestre. Jamais depuis quinze ans, la croissance économique espagnole n'a été aussi faible qu'entre janvier et mars dernier.

Faut-il craindre des conséquences locales à la crise financière ?

Nous sommes alertés par des responsables d'entreprises sur des problèmes de trésorerie. A la CGPME, nous lançons une enquête auprès

des PME du Pays basque pour connaître l'ampleur du phénomène. Il ne faudrait pas que ce problème s'amplifie et que la crise dure. Le pire serait un gel des investissements et des projets par un manque de liquidités et des taux de crédit prohibitifs. Cela signifierait une stagnation de l'activité et une perte de croissance. Il est trop tôt pour établir des prévisions mais nous sommes très attentifs à ce risque. Les résultats actuels nous laissent déjà songeurs.

Les radiations d'entreprises ont augmenté de 47 % entre le premier semestre 2007 et celui de 2008.

Les entreprises n'avaient pas anticipé la brutalité de ce retournement de conjoncture. L'incertitude persiste, la vigilance extrême l'emporte dans tous les secteurs d'activités. La plupart des dirigeants expriment un manque de visibilité à l'horizon des douze prochains mois.

Les indicateurs « Entreprises » poursuivent leur baisse (Chiffres d'Affaires, rentabilité, investissements). La CGPME est intervenue pour que soient gelés les intérêts de retard et les pénalités dues par les PME en cas de retard inhabituel dans le paiement des cotisations sociales et TVA. Nous souhaitons d'autre part que soient clarifiées les relations Banques-PME :

- s'assurer que les banques contribuent réellement aux financements des PME en rendant obligatoire un rapport mensuel sur les montants des financements accordés aux PME,
- mieux encadrer les conditions d'accès au crédit en énumérant de manière limitative les garanties exigibles par les banques,
- responsabiliser le banquier en encadrant mieux le désengagement de la banque au travers d'une procédure renforcée d'alerte.

D'autre part, nous souhaitons rappeler l'obligation pour les assureurs de consacrer a minima 2% des encours d'assurances vie au financement des PME et les sanctionner en cas de manquement. Nous souhaitons, d'autre part que soit développé le cautionnement mutuel venant compléter le système de financement bancaire.



Politique transfrontalière cherche leader politique en Iparralde

Roland Machenaud
Journaliste

Oh oui, c'est compliqué, le transfrontalier, comme le dit Jean-Baptiste Harguindeguy dans le livre qu'il vient de publier aux éditions L'Harmattan et consacré aux frontières en Europe.

Complications tellement ancrées dans nos mauvaises habitudes que certains n'hésitent pas à répéter la boutade de service : tout rapprochement entre Iparralde et Hegoalde butera toujours sur un point de blocage précis ; nous ne déjeunons pas à la même heure !

Comment ne pas être déçus alors par une série de faits aussi absurdes que la faiblesse d'échanges scolaires ou familiaux, le manque d'outils de communication (au premier rang desquels les langues), l'absence de programmes de développement commun dans des domaines comme la santé ou la recherche ? Même dans des domaines aussi évidents que la culture, les sports ou les loisirs, les échanges transfrontaliers ne connaissent pas le dynamisme que l'on serait en droit d'attendre.

Bien sûr, des (petits) progrès ont été faits : le traité de Bayonne ou le Consorcio comme avancée constitutionnelle, la mise en place d'une plate-forme logistique Aquitaine-Euskadi ainsi que certains objectifs de Pays Basque 2020 en sont des exemples connus. Mais tout reste à faire quand on sait que l'Histoire, locale et européenne, nous condamne heureusement à vivre plus et mieux ensemble.

Prenons le cas des infrastructures de transports : au moment où se déroule le débat sur la ligne LGV, l'élargissement des autoroutes existantes, la mise en place de nouveaux transports en communs, le développement des (auto)routes maritimes, quelles tables de pro-

positions et de décisions réunissent les principaux acteurs des deux côtés de la frontière ? quel est l' élu capable de dire l'état des études et des travaux chez nos voisins ?

Les réunions, quand elles existent, se perdent en traductions superfétatoires puis en repas prolongés.



Une délégation de la Communauté de Communes Sud Pays Basque s'est rendue fin octobre au Parc Technologique Miramon de Saint-Sébastien pour visiter notamment les locaux d'Inasmet. Une trop rare occasion d'échanges industriels transfrontaliers.

Alors que manque-t-il pour faire avancer le smilblic ?

D'abord un leader de poids chez nous qui prenne à bras le cœur le développement des échanges transfrontaliers dans tous ses domaines. Un leader qui dote notre territoire d'une véritable stratégie politique.

Ensuite, la réalisation d'opérations simples destinées à améliorer la vie quotidienne sur ce territoire (par exemple, démarches administratives, liaisons de transports et rencontres sportives et culturelles).

Et enfin, une acceptation nationale de la spécificité locale et de l'enjeu européen.

Peu d'éléments nous donnent aujourd'hui des espoirs de changement en la matière.

C'est dommage : la relance économique, la paix, l'harmonie environnementale passent par la réussite d'une véritable stratégie transfrontalière, moderne et ambitieuse.

J'en veux comme preuve le merveilleux sourire d'un ami, jeune ingénieur de l'Estia, installé à Zamudio depuis un an et en charge d'un projet de recherche sur des nouveaux produits composites. Je l'ai rencontré la semaine dernière : son but avoué est de monter une entreprise plus tard en Pays Basque Nord en liaison directe avec sa réalité professionnelle d'aujourd'hui.

Peut-être, l'esquisse de l'ébauche d'un début d'espoir.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Rédaction :

Fernando ALMANDOZ, coordination / antolaketa
Aitor ARANDIA, zoom / behakoa
Jean BARENETCHE, échos du sud / handik
Dominique BIADOS, économie / ekonomia
Ramuntxo CAMBLONG, coordination / antolaketa
Gilles CHOURY, échos du nord / hemendik
Philippe DULUC, édito / sar hitza
Gorka, dessin, killika, xorrotx
Christophe IRASSART, Europe / Europa
Jean-Pierre ITHURBIDE, cap au sud / anaiei berri
Jean-Marie IZQUIERDO, international / nazioartea
Jean-Claude LARRONDE, notre histoire / gure historia
Argitxu NOBLIA, société / gizartea
Beñat OTEIZA, vie de l'Alderdi / alderdiaren bizia
Manuel VAQUERO, dossier / azterketa

N° CPPAP 0608 P 11238



Histoire du nationalisme basque

La Ligue Internationale des Amis des Basques (LIAB)

Par Jean-Claude Larronde

Certes, nous avons déjà vu que l'opinion publique majoritaire, que ce soit à Paris ou en Iparralde, n'est pas d'emblée favorable aux réfugiés basques.

Nous avons vu aussi que la propagande fasciste a fait des ravages et que beaucoup ne peuvent et surtout ne veulent pas comprendre l'attitude des nationalistes basques dans la guerre civile.

Il faut aux Basques expliquer inlassablement qu'ils sont restés fidèles au gouvernement légal de la République espagnole et qu'ils ont été dès le début du conflit sauvagement agressés par les franquistes.

Nous avons dit que la délégation à Paris du gouvernement d'Euzkadi, le journal Euzko Deya, les groupes folkloriques Eresoinka et Elai-Alai, l'équipe de football Euzkadi ont constitué autant d'ambassadeurs précieux à l'heure de véhiculer ces vérités premières et de contrecarrer les calomnies franquistes.

Peu à peu, une partie de l'opinion française se rend compte que ce ne sont pas les « rouges-séparatistes » qui ont mis le feu à leur ville-symbole de Gernika (comme les en accuse la propagande franquiste). Les premiers appuis à la cause basque se font jour : il s'agit des catholiques de gauche de la Jeune République, du Parti Démocrate Populaire (prédécesseur dans l'entre-deux-guerres du Mouvement Républicain Populaire, animé par Auguste Champetier de Ribes), des catholiques sociaux de Marc Sangnier, des démocrates-chrétiens qui éditent l'Aube et La Vie Catholique (Francisque Gay, Georges Bidault), d'une poignée de pères dominicains courageux et de la revue Esprit.

Les antécédents de la LIAB

Parmi les antécédents de la LIAB, il convient de retenir l'action du Comité Français pour la Paix Civile et Religieuse en Espagne qui s'efforce de dénoncer les horreurs de la guerre civile espagnole et les menaces contre la paix du monde et qui insiste sur la nécessité d'une médiation internationale pour arrêter les combats. Animé par Jacques Maritain, Président et par Claude Bourdet, Secrétaire, ce Comité – malgré sa position officielle de « neutralité » - penche de plus en plus en faveur du camp républicain et de la cause basque. Egalement joue un grand

rôle pour le soutien aux réfugiés et plus particulièrement aux enfants basques, le Comité National Catholique d'Accueil aux Basques. Son Président, Mgr Clément Mathieu, originaire d'Hasparren, évêque d'Aire et de Dax, et à Bordeaux le père jésuite Antoine Dieuzayde, aumônier du Secrétariat Social du Sud-Ouest de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, se dépensent sans compter pour coordonner toutes les initiatives d'aide aux Basques. Ces dernières sont largement redevables à l'action d'un « mécène inspiré », Manuel de Ychausti, personnage modeste mais extraordinairement efficace et entreprenant, à l'origine de ce Comité National Catholique en 1937 comme il sera l'année suivante, à l'origine de LIAB. (Ami du Président Aguirre, réfugié à Ustaritz, il mit à la disposition du gouvernement basque, une partie de la fortune que sa famille avait constituée aux Philippines, au XIX^e siècle).



François Mauriac

La fondation de la LIAB

Celle-ci intervient (le 16 décembre 1938) à un moment particulièrement pénible pour les Basques : la victoire de Franco ne fait plus de doute pour personne et la reconnaissance de jure du régime franquiste par la France et la Grande-Bretagne se profile dans un avenir très proche (elle interviendra le 27 février 1939). Il fallait absolument et de façon urgente au gouvernement d'Euzkadi, un puissant relais international qu'il convenait tout d'abord de créer sur le territoire français du fait de l'importance et de l'acuité du phénomène des réfugiés. Deux Comités sont créés qui forment la Section Française de la LIAB : le Comité de Secours aux Basques (humanitaire) et le Comité des Intérêts Généraux d'Euzkadi (information sur le peuple basque). Parmi les membres les plus connus – dont la majorité se rattache incontestablement au courant d'inspiration démocrate-

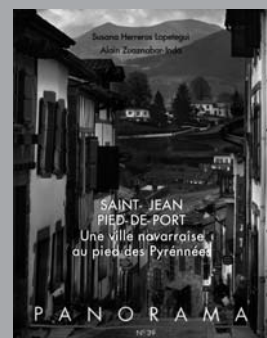
chrétien – figure François Mauriac, Jacques Maritain, le Cardinal Verdier, Edouard Herriot, Ernest Pezet et Auguste Champetier de Ribes.

C'est en la personne de François Mauriac, Président du Comité des Intérêts Généraux d'Euzkadi, que les Basques vont rencontrer leur allié le plus prestigieux. Jusqu'à sa mort en 1970, le célèbre écrivain restera un soutien constant et fidèle des Basques en même temps qu'un anti-franquiste déterminé. Dès juin 1937, il écrit ces lignes prophétiques : « *Un jour peut-être nous comprendrons que ce pauvre peuple souffrait et mourrait pour nous. Dieu veuille alors que nous ne retrouvions pas leurs morts là où il nous faudra enterrer les nôtres.* » Pour François Mauriac, la guerre d'Espagne avait été la répétition générale de la seconde guerre mondiale.



Liburua

Saint-Jean-Pied-de-Port, une ville navarraise au pied des Pyrénées Collection Panorama



La collection Panorama propose pour son 39^e numéro, un bel ouvrage richement illustré, intitulé Saint-Jean-Pied-de-Port, une ville navarraise au pied des Pyrénées.

Susana Herreros Lopetegui et Alain Zuaznabar Inda se retrouvent dans un partenariat trans-navarrais pour le portrait de Donibane Garazi.



Alderdi Eguna : la famille jeltzale en fête

« Baietz », le slogan résolument positif de cette nouvelle édition de l'Alderdi Eguna est à l'image de ce grand rassemblement. L'occasion d'une grande bouffée d'oxygène, de ferveur militante pour agir avec entrain, en Pays basque nord.



« Baietz », un oui pour un double engagement, celui du droit à décider du peuple basque et celui du bien-être social et économique de tous les habitants de ce pays. Loin du fracas médiatique et du court terme des dépêches et de l'actualité, l'Alderdi Eguna est un rendez-vous annuel incontournable qui quelque soit les aléas politiques démontre la solidité d'EAJ-PNB. L'Alderdi Eguna ou la capacité d'un mouvement d'une "nation périphérique" à organiser un événement d'une ampleur quasiment inégalée en Europe. Des dizaines de milliers de participants assistent à une journée politique avec comme point d'orgue les discours des deux leader Juan Jose Ibarretxe et Iñigo Urkullu.

Plus de bien être grâce à plus d'autonomie

Juan Jose Ibarretxe a dénoncé l'attitude du PSOE et de Zapatero qui « ont nié l'existence d'une crise » et le fait qu'en Euskadi « ils résistent mieux à cette situation parce que les institutions sont bien gérées ». Il a insisté sur « la nécessité de plus d'autogouvernement parce



que chaque fois que nous gérons une compétence, nous démontrons que nous agissons mieux que Madrid ». Il a rajouté que « quelles que soient les circonstances, nous ne cessons pas de demander à Madrid un plus grand autogouvernement, parce que nous voulons vivre mieux », mais selon M. Ibarretxe, « le PSOE et Zapatero ne sont pas fiables ».

Un parti, des personnes et un projet

Devant des milliers de militants et de sympathisants, Iñigo Urkullu, président national d'EAJ-PNB a constaté que « nous avons un parti, des personnes et un projet ». Tout militant d'EAJ-PNB adhère à la même idéologie nationaliste et souverainiste pour le Pays basque. Les débats et discussions internes portent sur le rythme de réalisation de nos objectifs, l'ana-



lyse de la situation actuelle. Il n'y a pas de courant idéologique autonomiste ou indépendantiste. Si tel était le cas, EAJ-PNB se serait scindé, tant ces fractures seraient décisives. Iñigo Urkullu a rappelé que « nous avons un projet, nous travaillons sur le contrat que nous souhaitons proposer à la société et nous sommes conscients que la première valeur que nous ayons est le sens de l'unité ». En s'adressant à la foule, il affirmé que « maintenant dans ce champ de Foronda, chacun et chacune d'entre nous par notre présence, nous nous engageons à nouveau avec le projet du Parti Nationaliste Basque. Nous sommes tous un maillon,

nous sommes tous le Parti ». Pour Urkullu, « nous sommes nés comme organisation politique pour obtenir la pleine liberté d'Euskadi. Pour construire un pays entre l'Adour et l'Ebre qui soit reconnu sur le plan international, où les Basques pourront y projeter leur avenir. Notre engagement de construction de la Nation Basque est basé sur la reconnaissance de la pluralité sociale et de sentiments et de différents degrés dans l'appartenance nationale. Une nation de nations basée sur la libre adhésion. »

Ibarretxe candidat



Iñigo Urkullu a achevé son discours par un scoop : la direction nationale, l'Euzkadi Buru Batzar propose M. Ibarretxe comme futur candidat d'EAJ-PNB au poste de président du gouvernement basque, à l'occasion des prochaines élections autonomiques du printemps 2009. Cette annonce a soulevé l'enthousiasme général de l'assistance. EAJ-PNB est en marche derrière son leader pour construire la nation basque au quotidien. Les grandes revendications se gagnent tous les jours.



Jean Grenet : « La décentralisation est une nécessité »

Jean Grenet est un responsable politique majeur du Pays basque. Député, président de la Communauté d'Agglomération du BAB, maire de « la capitale d'Iparralde » comme il le dit. Nous l'avons interrogé sur un territoire qui le passionne, dont il défend une histoire et un projet communs, à défaut d'une institution spécifique pour les promouvoir.

En cette mi-octobre, la crise financière aura-t-elle un impact sur le financement des collectivités locales ?

Dans cette crise internationale, le système bancaire français se porte plutôt bien. Il n'y a pas de panique. Si la crise se prolonge, nous ne sommes pas à l'abri de désagréments par manque de liquidités pour l'économie réelle. Mais, M. Sarkozy a été très réactif et efficace pour contenir la crise de confiance. Dans ce contexte, les collectivités locales ne sont pas incitées à se lancer dans des financements pharaoniques. Nous subissons déjà le transfert de charges de l'État, les recettes fiscales seront moindres par le ralentissement économique prévisible. Nous devons gérer nos collectivités en bon père de famille prudent.

Nous avons assumé de lourds investissements ces sept dernières années dans la Communauté d'Agglomération du BAB. Nous n'avons pas de regret de les avoir réalisés lorsque cela était possible. Nos besoins sont moindres aujourd'hui et il nous sera plus facile de faire face à une conjoncture plus difficile. De même à Bayonne, les investissements ont porté sur 24 millions d'euros par an pendant 3 ans, soit le double des dépenses réalisées en moyenne par une commune équivalente. Les plans de financement prévus devront être respectés. Je me battrais pour le maintien de la Dotation de Solidarité Urbaine prévue à hauteur de 985 000 euros par an pour contribuer au financement du programme de rénovation des Hauts de Sainte Croix qui s'élève à 80 millions d'euros.

Vous avez soutenu l'inscription des langues minoritaires dans la Constitution. Quelles sont vos pratiques concrètes à Bayonne ?

Bayonne accueille tous les modèles d'enseignement en basque, notamment plusieurs ikastola. Nous avons aidé le lycée Etxepare à

s'installer dans les locaux de l'ancien collège Jean Jacques Rousseau avec l'aide de M. Lamassoure. Les filières bilingues se développent, AEK est également présent à Bayonne. À l'issue de la convention de partenariat avec l'Office Public de la Langue Basque, nous développons la signalétique trilingue, puisque nous sommes aussi une ville gasconne. L'euskara se développe dans les pages du site Internet de la ville et celles de notre bulletin municipal. Une partie du personnel municipal apprend le basque. La ville de Bayonne est ouverte aux langues régionales et au respect du trilinguisme.



© Mairie de Bayonne

Vous évoquez l'idée de communauté de destin, à propos de l'eurocité Bayonne-St Sébastien. La vie en commun ira-t-elle en s'amplifiant ces prochaines années ? Si oui, pour quelles raisons ?

Vu d'Europe et du monde, Bayonne et St Sébastien sont très proches. Nous formons un même ensemble urbain et de ce fait partageons des problèmes en commun, comme les déplacements, le logement ou l'emploi. L'envie de travailler ensemble est aujourd'hui très forte. La concurrence est possible mais

l'émulation fait partie de la compétitivité des territoires. Il a pu y avoir des tensions entre pêcheurs de Pasaia et de St-Jean-de-Luz, des concurrences entre le Ficoba et la halle d'Iraty, avec Biarritz qui mise sur la carte des congrès. Peut-être trouverons-nous des complémentarités et cela se produira naturellement.

Pays basque 2010 et 2020 auraient renforcé l'idée d'un territoire commun. Partagez-vous cette analyse ?

Oui, nous avons appris à nous connaître entre responsables de la côte, de la zone péri-urbaine et du Pays basque intérieur avec une remarquable cohabitation de toutes les sensibilités. Nous défendons un projet commun dont tout le monde est satisfait. Un Conseil de développement à l'échelle du Pays basque a permis de déceler les atouts et les handicaps pour tirer ce territoire vers le haut et pour une plus grande solidarité. Mais cela est plus facile à dire qu'à faire. La côte connaît une tendance naturelle à la concentration humaine, la zone intermédiaire est en plein développement et le Pays basque profond demeure pastoral.

En matière d'habitat et d'aménagement de l'espace, nous disposons d'outils intéressants qui nous permettent de mieux agir. Nous pouvons mieux planifier l'utilisation des terrains grâce à l'Agence d'urbanisme et l'Etablissement Public Foncier Local permet d'acquérir du foncier. Ces deux instruments sont complémentaires.

Un exemple de coopération entre les territoires concerne le dossier Ikea. La CABAB dispose des moyens d'expertise technique et juridique qu'elle met au service de la Communauté de communes de Nive Adour qui dispose du foncier nécessaire à l'installation de cette grande surface. Cela se déroule dans une grande transparence et dans un esprit de partenariat remarquable.



Que répondez-vous au sentiment d'abandon d'élus ruraux ?

Il s'agit d'un sentiment un peu paranoïaque. Que pourrais-je faire de plus ? Tout d'abord, nous sommes contraints par un cadre légal, des compétences obligatoires à assumer dans un espace déterminé. Il nous est difficile de travailler hors de notre territoire et en dehors de nos attributions. Nous menons des politiques de solidarité par le financement notamment de l'Établissement Public Foncier Local. Lorsque j'étais président du syndicat intercommunal de soutien à la culture basque, j'ai obtenu la diffusion d'Euskal Telebista sur l'ensemble du Pays basque. Le Conseil Général investit également beaucoup en Pays



basque intérieur. Le monde rural a des problèmes qui lui sont propres avec un milieu agricole qui évolue sous l'influence de la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne.

Pays basque 2020 a prévu 12 millions d'euros sur 6 ans, pour l'enseignement supérieur et la recherche, soit 5% du budget total. Est-ce suffisant ?

Cet investissement est trop faible. Nous prenons du retard, d'autant que la période ne se prête pas à de nouveaux financements. Pourtant, c'est en temps de crise que nous devons investir massivement dans l'innovation pour garantir la croissance et les emplois de demain.

Le Gouvernement basque injecte 6,8 milliards d'euros en 4 ans dans le programme Innobasque consacré à l'innovation. Qu'en pensez-vous ?

Je suis admiratif devant leurs moyens financiers. Ils ont une capacité d'action et une efficacité remarquable. En France, la décentralisation demeure embryonnaire. Nous pourrions et devrions faire beaucoup mieux. L'État devrait se recentrer sur ses compétences régaliennes, assurer un rôle de régulation et de solidarité et déléguer aux territoires la capacité d'agir. Imaginez qu'avec le système inefficace actuel, nous accumulons 50 milliards d'euros de dettes par an. Nous allons droit dans le

mur. Nous autres responsables politiques qui souhaitons un véritable changement, nous sommes confrontés à un véritable conflit d'intérêt avec une administration centrale jacobine dont la seule raison d'être est de maintenir son influence et son pouvoir. De ce fait, les projets prennent un temps considérable. L'élargissement de l'A 63 est déjà bien entamée en Espagne, elle n'a pas encore commencé en France. Ikea doit patienter 7 ans pour y boucler un dossier. Imaginez que par ailleurs, en 25 ans, le nombre d'agriculteurs a été réduit de moitié alors que la Direction nationale de l'Agriculture y doublait le nombre de ses fonctionnaires !

Pour obtenir des résultats significatifs, le régime actuel devrait durer 15 ans. Durant la période socialiste de 1996 à 2002, la croissance de 3% a été consacrée essentiellement à l'embauche de 300 000 fonctionnaires et non au désendettement. Ce pays a vraiment besoin d'un profond changement.

Une réforme sur les collectivités locales est lancée. Elle devrait être achevée pour fin 2009. Quel schéma pertinent défendez-vous pour le Pays basque sachant que la revendication d'une institution spécifique sera relancée ?

Le souhait affiché est de regrouper certains types de collectivités, communes, communautés, départements, régions. Je suis défavorable à la scission des Pyrénées-Atlantiques et à un département Pays basque, notamment dans ce contexte. Cela va dans le sens du morcellement alors que le regroupement est aujourd'hui nécessaire. Je crois que la revendication de Batera va à contre-courant de la réforme engagée.

L'Allemagne ou l'Espagne, pays exemplaires en matière de régionalisation disposent de pouvoirs locaux puissants basés sur les réalités culturelles et non sur un critère de taille technocratique. La Rioja, proche de nous, une des régions les plus prospères d'Espagne est peuplée de 300 000 habitants.

Nous ne serions qu'un appendice du Pays basque espagnol, avec un rapport de 1 à 10. Mais, je respecte les idées de chacun tant que cela se développe dans un cadre démocratique. Les tenants d'une institution spécifique sont minoritaires. Si un jour, ils sont majoritaires, cela sera différent. Je suis par nature, bayonnais, aquitain, français et européen, mais je défends autant que quiconque le Pays basque, parce que j'y vis, parce que je l'aime.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25 rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84
e-mail : lema@eaj-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>

Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

Abonnement annuel 20 euros

Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60
Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Philippe Duluc 06 07 98 11 96 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd Intérieur, Florian Martin-Halty 06 42 17 60 13 - Saint Jean de Luz, Gaxuxa Elhorga 05 59 51 03 34.



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé